

**Rapport d'évaluation conjointe de protection menée dans les zones de retour des PDI de Birambizo/Rutshuru**  
Du 20 au 24 avril 2021



Photos de deux ménages des PDI-retournés dans le village Gashavu

Organisations impliquées dans l'évaluation :  
**INTERSOS et AIDES**

## RESUME

|                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Période d'évaluation</b>                           | Du 20 au 24 avril 2021                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Villages évalués :</b>                             | Rulere, Gashavu, Mashiga, Kavumu, Karambi, Kibwe.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Mouvements de populations</b>                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4.432 ménages PDIs, 3.814 menages sont retournés dans leurs villages d'origines notamment Rulere (300), Mashiga (69), Gashavu (350), Karambi (785), Kibwe (108) et Kavumu (97).</li> <li>• D'autres ménages en provenance de Katsiru, Bukombo, Muhongozi et Mweso sont retournés aux villages Mudugudu (1.310).</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Accessibilité</b>                                  | <p>Les villages évalués sont accessibles par Moto et véhicules légers seulement pendant la saison sèche. Néanmoins, les villages Karambi et Mashiga où les parametres sécuritaires requièrent des analyses préalables. A Karambi, un groupe armé est non loin du village. Ces éléments accèdent clandestinement dans ce village pour visiter leurs dépendants et, par fois, ils donnent aux autorités locales des instructions. Il y a la présence des éléments FARDC à Karambi-centre mais avec un effectif réduit.</p> <p>Pour Mashiga, ce village est difficilement accessible par tout véhicule.</p>         |
| <b>Sécurité</b>                                       | La situation sécuritaire est relativement calme depuis que les éléments FARDC ont pris le contrôle effectif de cette région bien qu'ils soient en effectif réduit par village.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Abris</b>                                          | <ul style="list-style-type: none"> <li>• 75 % des PDIs-retournées vivent dans leurs maisons dans la zone de retour.</li> <li>• 218 maisons des PDIs-retournées avaient été incendiées pendant les affrontements. Ceci avait causé de déplacement. Ces retournés sont sous-logés chez leurs voisins.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>VSBG</b>                                           | Depuis janvier 2021, 13 cas de viol ont été documentés dans le groupement Bukombo (zone d'évaluation). Des femmes et filles PDIs étaient victimes des viols lors de leurs mouvements vers les champs dans leurs villages d'origine à la recherche des vivres. Sur les 13 cas enregistrés, les FARDC seraient les présumés auteurs des 10 cas, le groupe armé 1 cas et les civils 2 cas). Il s'agit des actes de représailles. Ces militaires assimileraient ces femmes aux dépendants des groupes armés. Cette réalité retarderait les retours des PDIs dans la zone, celle-ci étant déjà occupée par des FARDC. |
| <b>Acteur humanitaire présents ou ayant intervenu</b> | La zone évaluée connaît une faible présence d'acteurs humanitaires. C'est plutôt à Bukombo centre où se trouve concentrer d'acteurs humanitaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Besoins urgents / Recommandations</b>              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la protection des civils dans la zone de retour des PDIs.</li> <li>• Assistance en Abris aux PDIs-retournées (environs 3.814),</li> <li>• Appui aux structures sanitaires dans la zone de retour,</li> <li>• Appui dans le domaine de l'éducation dans la zone de retour,</li> <li>• Rehabilitation des sources d'eau dans les zone de retour des PDIs,</li> <li>• Assistance en AMES et cash aux PDIs-retournées en attendant leur période de récolte.</li> <li>• Accompagnement des structures de protection communautaire dans la zone.</li> </ul>   |

## 1. Contexte et justification de la mission

Depuis le 14 juillet 2020, un déplacement forcé d'environ 4.432 ménages vers Bukombo-centre avait été documenté, conséquence des opérations FARDC de traque des groupes armés dans les groupements Bukombo et Bishusha.

Selon les sources locales, environ 218 maisons des civils avaient été incendiées dans les villages Gashavu, Rulere, Kavumu, Kitunva et Kibwe<sup>1</sup> lors des affrontements 98 maisons ont été détruites et utilisées comme bois de chauffage par des militaires présumés. Les éléments FARDC accuaient ces civils de collaborer et de soutenir les groupes armés dans la région, d'où plusieurs atteintes commises sur les civils allégués auxdits éléments.

Cette situation avait été à la base d'un climat de méfiance entre les militaires FARDC et la population civile dans la région et a retardé le retour de ces PDI vers leurs villages de provenance<sup>2</sup>. Faisant suite à cette mésentente entre les militaires FARDC et les civils (PDIs), une table ronde avait été organisée du 11 au 13 mars 2021 par INTERSONS dans cette région. Elle avait rassemblé les représentants des PDIs, les autorités locales, les commandants FARDC et les forces vives locales. A l'issue de ces assises, les participants avaient pris des engagements de nature à créer une bonne cohabitation civilo militaire. Les commandants FARDC avait contribué spécifiquement à la consolidation de la confiance entre les PDIs et les militaires et ceci avait permis le retour spontané des PDIs dans leurs villages d'origine.

Selon la société civile du groupement Bukombo, environ 3.627 ménages sont retournés dans leurs villages d'origine à Rulere, Gashavu, Mashiga, Kavumu, Karambi, Kibwe, en localités Bukombo et Karambi-Kyahemba. Néanmoins, des groupes armés demeurent actifs dans les environs de ces villages. Il y a donc risque pour ces PDIs-retournées de se retrouver dans le contexte du départ, celui qui avait provoqué leur déplacement.

C'est dans ce contexte qu'une mission d'évaluation protection a été effectuée du 20 au 24 avril 2021 dans ces villages de retour des PDIs et avait pour objectifs de :

- S'enquérir de l'environnement protecteur de ces zones de retour des PDIs,
- Evaluer les besoins humanitaires et protection des PDIs-retournées dans la région,
- Identifier la problématique de la protection de l'enfance et des violences basés sur le genre,
- Analyser les questions liées à l'accès aux services sociaux de base par des PDIs-retournées,
- Evaluer les risques de protection aux quels sont exposés les PDIs-retournées,
- Effectuer une analyse « do not harm » dans ces zones de retour,

---

<sup>1</sup> Tous ces villages sont des zones de retour de ces PDIs,

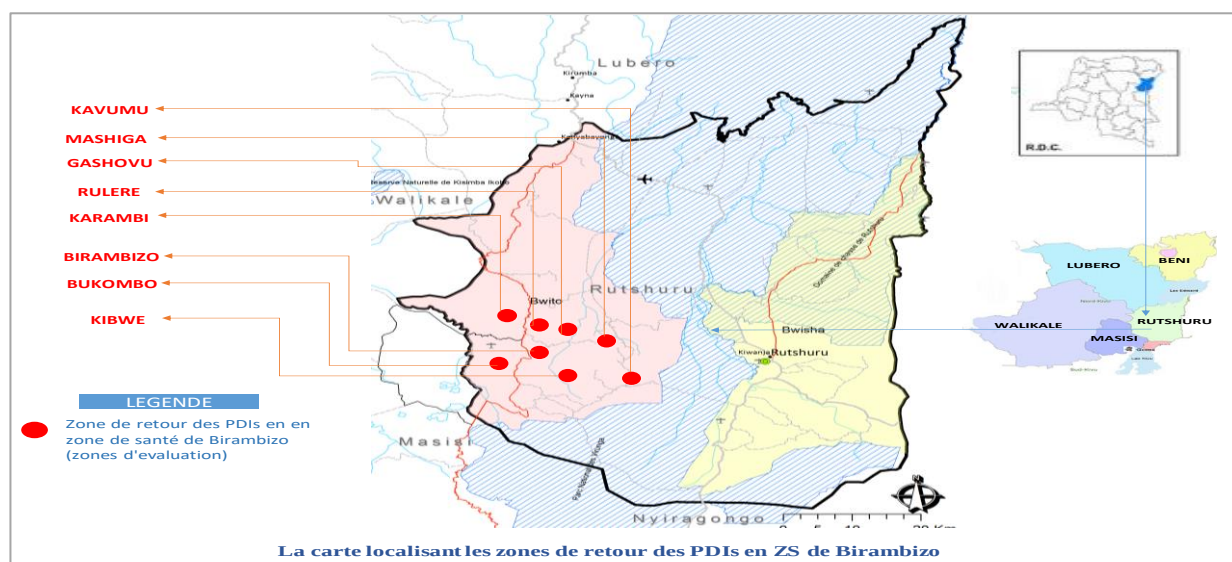
<sup>2</sup> Gashavu, Rulere, Kavumu, Kitunva et Kibwe,

## 2. Méthodologie utilisée

Pour bien collecter des données indispensables à cette évaluation, les méthodes suivantes ont été mises à profit:

- **24 entretiens individuels avec 26 informateurs clés** : des autorités administratives et militaires, des responsables des institutions sanitaires, des représentants des PDI-retournées (hommes, femmes et jeunes), des leaders locaux et des responsables des organisations locales, ont été organisés,
- **12 groupes des discussions** ont été organisés en raison de 2 dans chaque village. Ils regroupaient les PDI-retournées. Les groupes rassemblait chacun 8 personnes tout en observant strictement des mesures barrières contre le COVID-19,
- L'observation directe sur le terrain a permis à l'évaluation d'identifier des risques auxquels les PDI-retournées sont exposées. L'état de certaines structures et des services sociaux de base a été apprécié au cours de cette activité.

## 3. Localisation des zones évaluées, accessibilité et acteurs



Cette évaluation a été effectuée dans les villages Rulere, Gashavu, Mashiga, Kavumu, Karambi et Kibwe et Kyahemba<sup>3</sup>. La présence des éléments FARDC est observée dans tous ces villages sauf à Karambi où il n'y a que trois éléments FARDC. La police nationale Congolaise et les services d'ANR sont absents.

Ces villages sont accessibles par Moto et véhicules légers seulement pendant la saison sèche à l'exception de Mashiga qui demeure inaccessible compte tenu de l'état de délabrement de sa route d'entrée. Il est néanmoins conseillé d'analyser le contexte sécuritaire avant de se rendre dans les villages Karambi et Mashiga. Et spécifiquement pour Karambi, l'accès est conditionné par une autorisation préalable du responsable du groupe armé qui le contrôle.

Ces villages sont situés respectivement à 4, 6, 7, 8 et 7 Km de Birambizo-centre. Les axes Birambizo-Rulere et Sisa-Karambi nécessitent un entretien tandis que l'axe Gashavu-Mashiga demande une reouverture.

<sup>3</sup> Dans la zone de santé de Birambizo

#### 4. Contexte sécuritaire

La situation sécuritaire dans les zones évaluées est relativement calme. Cette accalmie est l'effet de la présence des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans les grandes agglomérations de ces villages. Toutefois, les groupes armés sont actifs dans les périphéries de Karambi, Mashiga, Kavumu et Kibwe. Les PDI-retournées vivant dans ces derniers craignent d'éventuelles attaques des FARDC contre ces groupes armés. Des PDI-retournées d'autres villages y accèdent pour leurs travaux champêtres et moyennant un paiement mensuel de 1.000Fc de jeton d'appui à la sécurité et 5.000Fc/mois pour les activités dans des champs.

Des PDI-retournées ont témoigné la bonne relation qui les caractériserait avec les éléments FARDC dans les zones qu'ils contrôlent. Les actes de représailles par des militaires ont sensiblement diminué depuis leur retour. Cette diminution ne signifie néanmoins pas la fin des violations des droits humains dont les militaires seraient présumés victimes dans la zone. Des tracasseries (extorsion ou prélèvement des biens) sur les civils qui rentrent des champs, sont fréquentes. Des groupes armés accèdent clandestinement au village Mashiga pour visiter leurs dépendants qui sont disséminés dans la communauté.

#### 5. Situation de protection

##### 5.1. Mouvements des populations

Tableau recapitulatif des mouvements retours par village<sup>4</sup>

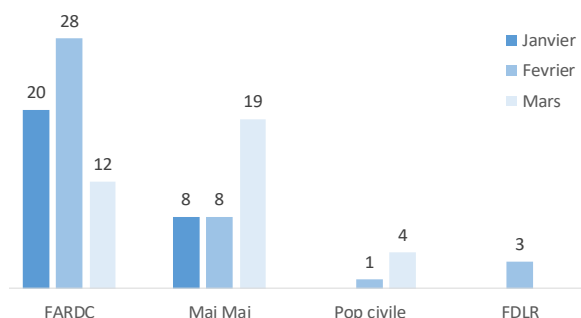
| Village                   | Rulere | Gashavu | Mashuga | Karambi | Kibwe | Kavumu | Mudugudu |
|---------------------------|--------|---------|---------|---------|-------|--------|----------|
| Menages PDI<br>retournées | 300    | 69      | 350     | 785     | 136   | 102    | 2.310    |

Source : Centre de santé de référence de Ngoholo.

Un mouvement de retour spontané des PDI de Birambizo a été signalé entre le 15, 17 et 20 mars 2021. Environ 3.814 menages qui vivaient dans les centres collectifs et en familles d'accueil à Biramizo sont retournés dans leurs villages d'origine qui sont Ruere, Gashavu, Mashiga, Kavumu, Kibwe et Karambi. Les mêmes sources renseignent qu'environ 2.310 autres ménages en provenance de Katsiru, Bukombo, Muhongozi et Mweso sont retournés à Mudugudu.

Actuellement, 618 ménages PDI sont encore à Birambizo (familles d'accueil et centre pastoral) et dont la plupart avait été victimes d'incendies de leurs habitations dans leurs villages de provenance.

## 5.2. Situation des violations des droits humains de janvier en mars dans les zones évaluées

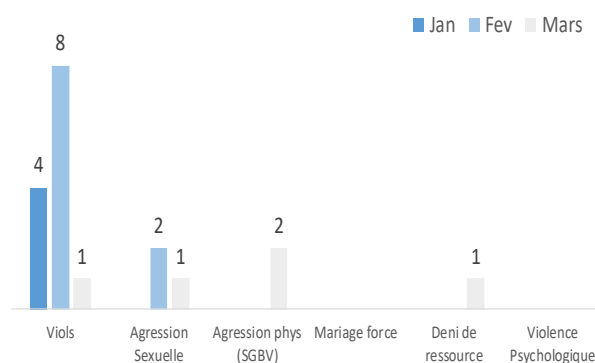


|                        | Janvier   | Fevrier   | Mars      | Total      |
|------------------------|-----------|-----------|-----------|------------|
| Homicide               | 0         | 1         | 1         | 2          |
| CoupBlessure           | 0         | 4         | 11        | 15         |
| Pillages               | 0         | 9         | 3         | 12         |
| Enlèvement             | 3         | 2         | 0         | 5          |
| Extorsions de biens    | 11        | 7         | 10        | 28         |
| Arrestation Arbitraire | 10        | 2         | 0         | 12         |
| Travaux Forcés         | 0         | 5         | 4         | 9          |
| Viol                   | 4         | 8         | 1         | 13         |
| Recrutement Forcé      | 0         | 0         | 1         | 1          |
| AgresSexuelle          | 0         | 2         | 1         | 3          |
| AgresPhysique          | 0         | 0         | 2         | 2          |
| DeniRessource          | 0         | 0         | 1         | 1          |
| <b>Total</b>           | <b>28</b> | <b>40</b> | <b>35</b> | <b>103</b> |

Plusieurs violations des droits humains ont été commises en janvier par les présumés éléments FARDC sur les PDI et PDI-retournées dans les zones de déplacement et de retour. Elles ont connu une baisse en février et mars. Pour les FARDC, cette baisse serait la conséquence de la table ronde qui a été organisée par INTERSONS en faveur des PDI, autorités locales et services de sécurité. Beaucoup de ces violations avaient été commises lors des mouvements des PDI vers leurs villages de provenance à la recherche des vivres.

## 5.3. VSBG et problématique d'accès à la prise en charge en zones de retour

### 5.3.1. La situation VSBG de janvier en mars



De janvier en mars, on dénombre 19 cas des violences sexuelles et basées sur le genre commises à l'égard des femmes et filles dans le groupement Bukombo. Les statistiques en attaches démontrent que sur les 19 cas, les viols ont été les plus commis (13 cas), suivis d'agressions sexuelles (3 cas), agressions physiques (2 cas) et de denis de ressources (1 cas). Des militaires FARDC qui étaient dans les opérations de traque contre les groupes armés, sont cités comme des auteurs présumés de ces viols. Ils sont suivis de la population civile puis de Mai-Mai.

Suite aux conditions de vie difficiles dans la zone de déplacement, les femmes et les filles étaient contraintes de se rendre dans leurs villages d'origine pour s'approvisionner en vivres. Ces incidents de viols étaient commis soit dans les champs soit en chemin (d'aller et retour) du champ.

### 5.3.2. Problématiques d'accès à la prise en charge pour les survivantes en zones de retour

Depuis le retour des PDI dans leurs villages respectifs (villages évalués), la prise en charge holistique des survivantes reste un problème majeur. Selon les différentes sources, il se pose un problème d'appui des structures sanitaires en médicaments essentiels et en Kit PEP depuis janvier suite à l'absence d'acteurs oeuvrant dans les SGBV dans cette zone.

Les villages Rulere, Gashavu, Kavumu n'ont pas de poste de santé. Pour une urgence, les patients doivent se déplacer soit à Birambizo soit à Mashiga sur une distance de 5 à 7Km à pieds et avec aussi plusieurs risques sur le chemin.

Au centre de santé Ngoholo au village Karambi par exemple, plusieurs survivantes n'accèdent pas à la prise en charge holistique à cause de la rupture fréquente des Kits PEP. La longue distance où se trouve cette structure médicale ainsi que l'insécurité dans la zone, retardent quotidiennement ce ravitaillement. Cette structure sanitaire avait été la cible d'une attaque armée. Ses fenêtres et portes et autres matériels avaient été endommagés et pillés. Il en est de même du poste de santé de Mashiga où ses quelques fenêtres avaient été utilisées comme bois de chauffage en janvier dernier.

## **6. Protection de l'enfant**

Neuf ESGA ont été identifiés aux villages Gashavu et Rulere et 11 autres à Mashiga depuis février. Ces enfants passent toute leur journée dans des débits de boisson locale et dans la rue. Le risque que ces enfants soient utilisés à nouveau par les groupes armés est à craindre car la présence de ces derniers est signalée à 7Km de Rulere, 4Km de Gashavu et 5Km de Mashiga. Ceci constitue une menace permanente dans la région et particulièrement pour ces enfants qui risqueraient d'être influencés de nouveau étant donné que ceux-ci n'ont bénéficié, jusque-là, d'aucun processus de démobilisation. Il n'existe pas de structure de prise en charge en vue de la réunification familiale d'enfants dans ces zones.

## **7. Les besoins transversaux de protection**

### **7.1. Accès à l'éducation**

En dépit de la gratuité de l'enseignement de base dans toutes les écoles publiques, des enfants des PDI-retournées fréquentent difficilement l'école car leurs parents sont limités financièrement à cause des conséquences des déplacements. Ces PDI-retournées ont exprimé des besoins en kits (Uniformes, souliers, cahiers, stylos et cartables) qui selon eux est la raison de la non présence de leurs enfants à l'école. Pendant leur déplacement, plusieurs enfants avaient utilisé les cartables comme valises et, leurs uniformes étaient portés quotidiennement comme habit ordinaire dans la zone de déplacement. Actuellement, une chemise/culotte est portée comme uniforme à l'école et la même chemise/culotte est le vêtement de maison. Pour la porter le lendemain, il faut la lessiver la nuit. Il en est de même pour le cahier. Un seul cahier est utilisé pour plusieurs cours.

Dans le village Rulere, des enfants se déplacent à Gashavu et à Birambizo pour étudier. Ils parcourent 4-7 Km à pieds pour atteindre l'école. Quant au village Karambi, une école secondaire avait été détruite par des militaires.

### **7.2. Sécurité alimentaire et moyens de subsistance**

Les PDI-retournées ont des difficultés pour subvenir à leurs besoins primaires. A cause de l'insécurité, nombreux ont arrêté de fréquenter leurs champs qui se trouvent dans les villages contrôlés par des groupes armés. Ces zones de retour connaissent une carence des vivres. Les groupes armés et les militaires avaient récolté les vivres dans des champs des civils et ont pillé toutes les quantités qu'ils gardaient dans leurs ménages. Cependant, certaines PDI-retournées qui ont bénéficié d'assistance (par une organisation internationale) en semences (Haricots et maïs) dans la zone de déplacement, ont commencé à cultiver leurs champs sur les lopins que cette organisation leur avait octroyé au village Karambi. Une autre organisation (nationale) avait donné du Cash à 1.480 personnes. Ces quelques ménages et personnes étaient sélectionnés selon leur niveau de vulnérabilité. Pour les autres villages (Rulere, Mashiga et Gashavu), les PDI-retournées n'ont reçu jusqu'à présent aucune assistance. Les sources locales renseignent

que pour résoudre leurs besoins primaires, certaines PDI retournées avaient vendu les baches qui leurs avaient été distribuées par une organisation humanitaire.

### 7.3. Accès à l'eau

Dans le village Rulere, la population s'approvisionne en eau dans trois rivières qui se trouvent à plus d'un Km. Cette eau est utilisée pour la cuisine et pour boire pourtant, elle est très sale. L'une de ces trois rivières tarrit en saison sèche. A Mashiga, une seule rivière sert l'ensemble de la population. Parfois, elle devient source de conflit dans la zone, car étant la seule source d'eau.

Il convient de noter que toutes ces rivières deviennent noir en saison de pluie. En cette période, il pleut abondamment dans la région et la population consomme toujours la même eau. Dans les entretiens, les informateurs ont indiqué que cette eau est à la base de plusieurs maladies hydriques (Diarrhée, palydisme...). Quelques travaux d'assainissement (salongo) sont pourtant initiés par les autorités locales ainsi que des leaders locaux pour vider la source afin d'assainir l'eau. Il s'agit de bloquer les deux bouts de la rivière et de dégager l'eau sale. Néanmoins, la communauté estime que leur initiative n'avance pas rapidement. Un appui pour le réaménagement des sources s'avère nécessaire.

A Gashavu, 3 sources alimentent ce village (source Majengo à 1Km, source chem-chem à 1,5Km et source Gashavu à 2Km). Parmi ces 3 sources construites en l'an 2000, l'une est détruite par la boue.

### 7.4. Abris/AMES

Les PDI retournés vivent dans des abris précaires ( abris semi durable et abris en paille) de fortune dans ces 6 villages évalués (Gashavu, Rurere, Mashiga, Karambi, Kavumu et Kibwe), tel que relevés dans les focus groups, avait été incendié. Cet incendie avait eu lieu lors des affrontements du 20 au 21 juillet 2020. Plusieurs PDI-retournées ont trouvés leurs abris, latrine et douches démolis par les acteurs armés non étatiques et les FARDC. Cette situation bloquerait le retour de certains ménages dans leurs villages d'origine.

Des PDI-retournées ont commencé à se construire des petits abris de fortune pour faire face au problème de logement, mais la rareté des matériaux de construction dans plusieurs villages et la pauvreté reste un défi à relever. Environ 20% des maisons de la population avaient été incendiées par les FARDC en guise de représailles. Certains de ces ménages victimes d'incendie sont soulogés par d'autres familles. Des parents et enfants (filles et garçons) passent la nuit dans un seul salon.

### 7.5. Analyse do no harm

La zone de santé de Birambizo en général et plus particulièrement les villages Rulere, Gashavu, Mashiga, Kavumu, Karambi et Kibwe ont connu l'activisme des acteurs armés non étatiques pendant plus de 10 ans. Avec les opérations FARDC contre les groupes armés nationaux et étrangers dans la région, ces derniers ont été en débandade et se déguiseraient en civils dans la communauté pour tromper la vigilance des services de sécurité.

Une assistance en baches dans les zones de retour pourrait attirer ces groupes armés qui sont dans la brousse et exposerait les PDI aux pillages.

Des menaces des acteurs armés non étatiques dans ces zones de retour sont aussi probables. Une analyse du contexte sécuritaires avant toute descente sur terrain est indispensable.

## Conclusion

Les déplacements forcés des civils étaient provoqués par des opérations contre des groupes armés dans la région. Ces opérations se poursuivent dans les localités voisines des zones de retour et risquent de compromettre le caractère durable de retour des PDI. Ce retour est un effort de sensibilisation par des

autorités locales et représentants des PDI dans la zone de déplacement ( Birambizo). Plusieurs services sociaux (éducation, santé, marches,...) n'ont pas encore repris à fonctionner étant donné que la zone de retour a connu plusieurs affres des guerres, la reprise de la vie normale est un processus.

### **Suggestion d'action**

- Mobiliser les acteurs en vue du renforcement des mécanismes de protection et d'encadrement des enfants sortis des groupes armés armés dans les villages de retour (**GTPE**)
- Appuyer les structures sanitaires des zones de retour en Kit PEP (**UNFPA**)

### **Monitoring de Protection**